

Macron appelle à « faire bloc » mais doit affronter les critiques

Deux semaines après la présentation de la loi « laïcité et libertés », la droite et l'extrême droite réclament davantage de fermeté de l'exécutif

Le choc, encore une fois. L'impression de vivre un tournant, un de plus, et une nouvelle aggravation dans la confrontation avec le terrorisme. Et derrière, les mots, toujours eux, de tous bords et de toutes natures, qui portent d'un côté les promesses d'action et de l'autre les procès en impuissance. La soirée du vendredi 16 octobre, à Conflans-Sainte-Honorine (Yvelines), avait des airs de triste déjà-vu. Celui d'un nouvel « *attentat terroriste islamiste caractérisé* », comme l'a qualifié Emmanuel Macron.

D'un débat qui se rejoue, une fois de plus, entre le président de la République et une partie de son opposition pour savoir si l'Etat se montre à la hauteur d'un phénomène qui frappe la France depuis bientôt une décennie.

Vendredi après-midi, un professeur d'histoire-géographie du collège du Bois-d'Aulne, dans un quartier pavillonnaire de Conflans-Sainte-Honorine, a été retrouvé décapité à proximité de l'établissement. Son assaillant, qui se trouvait en possession d'une arme blanche, a été abattu par la police, à 200 mètres de là,

sur la commune d'Eragny (Val-d'Oise). Il a crié « *Allahou akbar* » (« Dieu est grand » en arabe), avant d'être frappé par les balles. Sa victime, elle, était ciblée depuis plusieurs jours par certains parents d'élèves du collège pour avoir montré en classe des caricatures de Mahomet.

« Les actes seront là »

Emmanuel Macron n'a pas tardé à réagir. Il s'est d'emblée rendu au centre de crise du ministère de l'intérieur. Puis il a pris la di-

rection des lieux du drame, avec les ministres de l'intérieur et de l'éducation nationale, Gérard Darmanin et Jean-Michel Blanquer, ainsi que la ministre déléguée à la citoyenneté, Marlène Schiappa. Pas question de reproduire la polémique qu'avait suscitée son silence après l'attaque perpétrée à proximité des anciens locaux de *Charlie Hebdo*, le 25 septembre. Toute l'action de l'exécutif est d'ailleurs chamboulée : le premier ministre, Jean Castex, a renoncé au déplacement qu'il devait effectuer, samedi, pour annoncer de nouvelles mesures destinées à lutter contre la pauvreté.

C'est à la nuit tombée, vers 22h30, après avoir échangé avec les élus locaux, les préfets des Yvelines et du Val-d'Oise et la proviseure du collège du Bois-d'Aulne, que le chef de l'Etat prend la parole. « *Un de nos concitoyens a été assassiné aujourd'hui parce qu'il enseignait, parce qu'il apprenait à des élèves la liberté d'expression, la liberté de croire et de ne pas croire* », a déclaré Emmanuel Macron, un long manteau noir posé sur les épaules.

Alors que les syndicats enseignants devaient être reçus, samedi, par Jean-Michel Blanquer, le locataire de l'Elysée a tenu à assurer aux professeurs que « *la nation tout entière sera là à leurs côtés aujourd'hui et demain pour les protéger, les défendre et les aider à faire leur métier, le plus beau qui soit : faire des citoyens libres* ».

Emmanuel Macron a également repris une de ses expressions fétiches depuis l'attentat de la Préfecture de police de Paris, en octobre 2019, en appelant les Français à « *faire bloc* ». « *Ils ne*

passeront pas. L'obscurantisme et la violence qui l'accompagne ne gagneront pas. Ils ne nous divise-

ront pas », a-t-il assuré, en promettant que « *les actes sont là et seront là avec fermeté, rapides* ». « *Vous pouvez compter sur ma détermination et celle du gouvernement* », a conclu le chef de l'Etat.

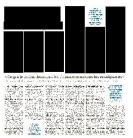
Cet événement intervient deux semaines après le discours prononcé par M. Macron aux Mureaux (Yvelines), à moins de 20 kilomètres de là, pour dévoiler les principales mesures du projet de loi « Laïcité et libertés », qui doit être présenté au conseil des ministres le 9 décembre. Sa réponse, mûrie depuis trois ans, au défi lancé par ce qu'il qualifie désormais de « *séparatisme islamiste* » ou d'« *islamisme radical* ».

Ce plan est destiné, selon ses proches, à attaquer le problème de manière « *efficace* », mais aussi à ne pas se laisser déborder sur le terrain politique par les oppositions de droite et d'extrême droite.

« Cesser de regarder ailleurs ! »

Chez Les Républicains (LR), beaucoup considèrent en effet que l'ancien ministre de François Hollande n'est pas « *ouillé* » pour répondre à ce genre de menaces. « *Gérald Darmanin a peut-être la volonté d'avancer sur ses sujets mais il n'en aura pas la possibilité, surtout avec Eric Dupond-Moretti à la justice* », confiait encore récemment un cadre du parti.

Vendredi, les nombreux appels à l'unité nationale face à cet acte « *ignoble* » ont donc cohabité avec les critiques en laxisme contre le gouvernement. « *Les mots sont dérisoires pour décrire la colère suite à l'attentat de Conflans-*



Sainte-Honorine; tout comme le seront les bougies et les discours. Il faut faire vraiment la guerre contre le poison de l'islam radical. Il faut lui faire la guerre vraiment pour l'éradiquer enfin», a tranché le chef de file des sénateurs LR, Bruno Retailleau. La présidente

de la région Ile-de-France, Valérie Pécresse, a abondé : «*Nous devons être implacables et cesser de regarder ailleurs !*» Même le d'habitude placide président du Sénat, Gérard Larcher (LR), a renchéri : «*Ne reculons plus.*»

Dénonçant un «*niveau de barbarie insoutenable*», la présidente du Rassemblement national (RN), Marine Le Pen, a écrit quant à elle sur Twitter : «*L'islamisme nous mène une guerre: c'est par la force que nous devons le chasser de notre pays.*» Ces dernières semaines, la députée du Pas-de-Calais a pu saluer les «*quelques intuitions*» du plan présenté par Emmanuel Macron contre le «*séparatisme islamiste*», dont certaines mesures vont selon elle «*dans le bon sens*» car elles s'inspireraient de sa propre philosophie.

Ses troupes veulent donc porter leur chance en tentant d'im-

poser dans le débat public l'idée que l'immigration serait là aussi à clouer au pilori. «*Quelles immenses responsabilités, finalement, ont prises tous ceux qui ont favorisé cette immigration incontrôlée et le multiculturalisme. Ces utopies, évidemment, se terminent dans le sang, et de la façon la plus horrible*», a dénoncé le trésorier du RN, Wallerand de Saint-Just, quand l'ex-députée

frontiste, Marion Maréchal, s'interrogeait : «*Le président va-t-il mettre autant d'énergie à défendre notre civilisation, notre sécurité et notre liberté d'expression qu'il en met à restreindre nos libertés ?*»

Au sein de l'Assemblée nationale, l'attentat a suscité une vive émotion. Peu avant 20 heures, les députés réunis pour l'examen du projet de loi de finances se sont levés dans l'Hémicycle, le vice-président de l'Assemblée La République en marche (LRM) Hugues Renson prenant la parole pour saluer la mémoire de la victime.

A gauche, on dénonce avant tout l'atteinte à l'école de la République, «*sanctuaire contre le fanatisme*», selon les mots de

Yannick Jadot (Europe Ecologie-Les Verts). Pour le chef de file de La France insoumise, Jean-Luc Mélenchon, «*l'assassin se prend pour le dieu dont il se réclame. Il salit sa religion. Et il nous inflige à tous l'enfer de devoir vivre avec les meurtriers de son espèce*». Son bras droit, Alexis Corbière, député de Seine-Saint-Denis, s'est interrogé sur l'opportunité d'une mesure symbolique : «*Pourquoi pas décréter une journée de deuil national? Pourquoi pas tous porter un ruban noir en signe de deuil ?*»

Si le secrétaire national du Parti communiste français, Fabien Roussel, a adopté un «*nous*» d'unité – «*Continuons de faire vivre la richesse de notre République laïque, défendons notre liberté d'expression et ne cédon pas un pouce aux fanatiques*» –, l'ancien premier ministre Manuel Valls a prévenu pour sa part : «*Le mal est profond, la guerre pour le vaincre sera longue et difficile.*» Et le déjà-vu se trouve au coin de la rue. ■

**SARAH BELOUEZZANE,
JULIE CARRIAT,
ET OLIVIER FAYE**